

Prologue

La crise de l'école républicaine

« Chaque société, considérée à un moment déterminé de son développement, a un système d'éducation qui s'impose aux individus avec une force généralement irrésistible ».

Émile Durkheim

Plus que dans tout autre pays, l'école en France constitue à partir du XIX^e siècle un enjeu politique de la plus haute importance. Mieux, elle participe de ces « passions françaises » dans la mesure où, depuis Jules Ferry, elle se confond avec la République. Elle joua notamment un rôle central dans l'affirmation de ce mode de gouvernement comme le souligne par cette formule, l'historienne Armelle Le Bras-Chopard : « *Au temps de Jules Ferry, l'enjeu républicain de l'école, c'est d'abord la République elle-même* ». En effet, si les lois d'obligation scolaire et de gratuité n'ont pas été aussi déterminantes dans la scolarisation des jeunes Français que le prétend la légende républicaine, elles auront contribué à installer dans les campagnes et les villes un nouveau régime politique promis à un bel avenir.

L'école publique : une création monarchique

L'école publique n'est pas pour autant une invention de la République. Elle naît de fait sous la monarchie de Juillet et doit son organisation pour l'essentiel à l'action de François Guizot devenu ministre de l'Instruction publique en octobre 1832. La loi du 28 juin 1833, qui porte son nom, impose aux communes d'entretenir au moins une école publique et de rémunérer l'instituteur. Elle fixe aussi la liste des matières à enseigner, donne naissance à un système de surveillance à deux étages (le comité local et le comité d'arrondissement) et encourage la création d'écoles normales par les départements pour la formation des maîtres. Elle crée enfin deux degrés d'instruction primaire : les écoles primaires et les écoles primaires supérieures. Le grand apport de Guizot est d'avoir réussi à instituer un dispositif performant de direction de l'instruction primaire et de l'avoir mis dans les mains de l'État grâce à la création en 1835 des premiers inspecteurs de l'enseignement primaire qui deviennent auprès des écoles les représentants directs du ministre. Il ne faut pas voir dans la démarche de Guizot l'œuvre d'un esprit révolutionnaire. Il pense, comme de nombreux libéraux à cette époque, que le peuple un peu instruit se laisserait moins aisément berné par les promesses démagogiques des révolutionnaires, serait plus travailleur et commettrait moins de délits. Guizot a une idée précise de sa mission : il veut rétablir l'ordre intellectuel et moral dans la société, et il y contribuera grâce à l'école, qui est un moyen de « gouverner les esprits », comme le

soulignent Christian Nique et Claude Lelièvre dans leur *Histoire biographique de l'enseignement en France*. Si les républicains mirent ensuite en avant dans les années 1880 la nécessaire émancipation du plus grand nombre par l'instruction, les valeurs d'ordre et de travail n'étaient pas absentes de leur projet. L'égalité républicaine dont l'école était un vecteur ne se fondait-elle pas sur un principe moral que n'aurait pas renié Guizot : le mérite ? Jules Ferry, le républicain, croyait tout comme Guizot, le libéral, dans la puissance idéologique de l'école. Au service de la République, l'école de Ferry fit un temps oublier celle de Guizot, jusqu'à devenir la République elle-même. Cette incarnation contribua indiscutablement à cette victoire républicaine sur la monarchie, mais empêcha et empêche encore tout débat serein sur l'avenir d'un système qui aujourd'hui cherche un second souffle.

L'école au miroir de la critique

Une littérature abondante existe sur les travers du système éducatif. Ses insuffisances, ses échecs y sont consciencieusement passés en revue. La rentrée scolaire est souvent propice à l'éclosion de ces libelles. La plupart, comme le genre l'impose, se bornent au témoignage ou au pamphlet. L'école n'a pas su s'adapter au monde nouveau, elle n'est plus capable de transmettre les connaissances nécessaires à la vie en société, elle est devenue une fabrique de violence, quand ce n'est pas celle du « *crétin* », peut-on lire ici ou là. Il ne se passe pas une semaine sans qu'une nouvelle pièce ne vienne

enrichir un dossier déjà volumineux. Les explications de ce prétendu naufrage restent en revanche bien sommaires. La trahison des clercs et de leurs bras armés que sont les pédagogues, Mai 68 et sa remise en cause de l'autorité, la perte des exigences et la fin de l'instruction, le triomphe de l'enfant-roi et la démission des parents sont cités comme autant d'évidences au mal qui ronge notre école. Au final, peu de propositions, à l'exception d'un retour à un âge d'or qui n'a par définition jamais existé, ressortent de ces pages. L'école qui échoue fait les succès éditoriaux, l'école qui réussit n'intéresse pas grand monde. Faut-il pour autant considérer que la crise du système éducatif serait une construction médiatique orchestrée par quelques auteurs en recherche de succès ou de grandes maisons d'édition avides de profits ? En fait, il serait vain de nier ici tout problème. En dépit d'indiscutables succès depuis la Seconde Guerre mondiale, notre système éducatif connaît bien d'importantes difficultés à assumer ses missions : la transmission des connaissances, la socialisation et la formation à la citoyenneté des individus ne s'effectuent plus dans la sérénité et l'efficacité souhaitées. L'opposition entre les « républicains » et les « pédagogues », les débats autour de « l'échec » du collège unique, le retour depuis quelques années vers les « insuffisances » du premier degré et les polémiques sur l'apprentissage de la lecture témoignent à la fois du malaise d'une institution qui peine à remplir son rôle dans une société en profonde mutation, mais aussi d'un refus de ses propres acteurs à considérer la situation

comme désespérée. Si les critiques et les réponses ne sont pas toujours à la hauteur de l'enjeu, elles ont au moins le mérite d'inciter à la réflexion et au débat.

L'école en mal d'égalité

Cette crise, plus complexe qu'on ne le croit, n'est pas récente. Elle remonte au moins aux années 1960, quand la loi du nombre s'est progressivement imposée à notre système éducatif, le faisant par-là même entrer dans une nouvelle dimension : celle de sa démocratisation. Cette vague démographique n'a rien d'une remise en cause de l'autorité, mais pose avec insistance la question de l'égalité, autant dans l'accès à l'enseignement secondaire et à l'enseignement supérieur que dans la réussite de chacun. La fiction républicaine de l'égalité rattrape très concrètement une institution scolaire censée la mettre en œuvre, mais de par sa conception et son organisation bien incapable de donner aux principes qui l'animent un semblant de réalité. Cette contradiction porte en elle l'origine d'une crise qui prend un tour particulièrement aigu à partir du moment où notre pays est confronté à un ralentissement durable de la croissance économique ponctuée par des phases de récession et de reprises plus ou moins fortes. L'insécurité sociale engendrée par cette situation contribue, plus que le progrès technologique, à l'augmentation de cette demande d'éducation et d'égalité. L'école est alors en première ligne. Elle se voit sommée de sauver la société et de faire disparaître les inégalités parce qu'en France elle a depuis le XIX^e siècle le monopole de

l'attribution du statut social *via* les diplômes auxquels elle prépare et qui sont considérés comme autant de sésames pour l'emploi. Si les théories de Bourdieu et Passeron sur la reproduction sociale qui partaient de l'hypothèse que tout se jouait à l'école et qu'ensuite les diplômes étaient transformés mécaniquement en avantages sociaux sont aujourd'hui à nuancer, elles n'en portent pas moins encore cette part de vérité : une emprise démesurée du parchemin chèrement acquis sanctionnant la réussite scolaire. En finir, avec la crise du système éducatif et sauver cette école de la République, c'est en fait résoudre la contradiction originelle pour mieux répondre à cette demande légitime d'éducation et d'égalité dans une société démocratique.

Rompre avec le mythe de l'âge d'or

Ne constate-t-on pas, avec François Dubet et Marie Duru-Bellat, que plus le diplôme joue un rôle social essentiel, plus les inégalités scolaires sont fortes ? Dans un système largement ouvert dans sa forme mais sélectif sur le fond, la compétition est toujours inégale. Elle est de surcroît facteur d'injustice puisqu'elle profite, indépendamment des mérites des uns ou des autres, à ceux qui sont par la naissance déjà les mieux armés. Ainsi la crise du système éducatif est-elle en grande partie le fruit de son incapacité à lutter contre la discrimination sociale. Faut-il pour autant demander à l'école de résoudre à elle seule les maux de la société ? Ne serait-il pas temps de rompre avec l'imaginaire

scolaire forgé depuis les années 1880 ? Dans un monde qui a connu de profondes mutations, où le savoir et sa transmission ne sont plus du ressort d'un monopole, la responsabilité du pouvoir politique n'est pas de tenter vaille que vaille de conserver en l'état un système à bout de souffle. Il lui faut inventer une école en prise avec son temps, où le mode de sélection des élites ne repose pas sur une seule voie de réussite, mais qui trouve sa place dans un ensemble plus large prenant en compte la formation initiale et continue tout au long de la vie. Il est vrai qu'il s'agit là pour notre pays d'une véritable révolution, nous qui analysons toute réussite scolaire à l'aune du diplôme obtenu, passeport quasi obligatoire vers la vie professionnelle. L'institution scolaire, dont la raison d'être est de préparer la jeunesse à son avenir, ne peut donc se couper des évolutions sociales, économiques et politiques. Si elle reste soumise à sa double mission de formation et de transmission dans l'esprit d'un humanisme des plus classiques qui prône que l'homme ne naît pas homme mais le devient, elle n'en est pas moins confrontée à la montée de la revendication démocratique. Ce que certains ont cru analyser comme une crise de l'autorité est en fait une crise de l'égalité aux manifestations multiples et complexes dont nous n'avons pas su prendre la mesure dans nos politiques d'accès à l'éducation du plus grand nombre. Le refus de l'hétérogénéité croissante, expression du mal être des enseignants, la perte de plus en plus caractéristique des savoirs à enseigner, les troubles répétés à l'ordre au sein de l'école et le consumérisme éducatif irrépressible en

grande partie lié à une attente grandissante et disproportionnée de la société à l'égard de l'école, en constituent les éléments les plus visibles.